

Cote du document: A/45/45

**Meilleur exemplaire
disponible**



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/45/45
14 décembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 118 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

Premier rapport sur l'exécution du budget-programme

Rapport du Secrétaire général

INTRODUCTION

1. La présent rapport fait apparaître une augmentation de 154,4 millions de dollars (soit 9,6 %) par rapport aux crédits que l'Assemblée générale a ouverts dans sa résolution 44/202 du 21 décembre 1989. Cette augmentation du montant net des ressources nécessaires résulte d'augmentations tant des prévisions de dépenses que des prévisions de recettes.

	<u>Prévisions initiales</u>	<u>Prévisions révisées</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Pourcentage</u>
	(En millions de dollars E.-U.)			
Dépenses	1 974 634,0	2 156 618,5	181 984,5	9,2
Recettes	<u>367 226,2</u>	<u>394 810,7</u>	<u>27 584,5</u>	7,5
Crédits nécessaires (montants nets)	<u>1 607 407,8</u>	<u>1 761 807,8</u>	<u>154 400,0</u>	9,6

2. Les changements intervenus sont dus principalement à des variations des taux de change et à l'effet de l'inflation. Ils sont dus aussi à des modifications des coûts standard et à des décisions d'organes directeurs dont l'application ne pouvait être remise à l'exercice biennal 1992-1993.

3. Des renseignements détaillés sur les taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU et sur les indices des prix enregistrés dans tous les lieux d'affectation au cours de la première année de l'exercice biennal ont été examinés et comparés aux taux et indices qui avaient été retenus pour calculer le montant des crédits initialement ouverts.

I. CHAPITRES DES DEPENSES

A. Décisions d'organes directeurs

4. Des dépenses additionnelles d'un montant total de 2 739 200 dollars (inscrites aux chapitres 1er, 2A et 3) découlent de l'application de décisions prises par des organes directeurs depuis que l'Assemblée générale a approuvé l'ouverture de crédits initiale pour l'exercice 1990-1991 à sa quarante-quatrième session ou correspondent à des dépenses imprévues résultant de décisions antérieures.

Chapitre premier. Politique, direction et coordination d'ensemble (augmentation : 1 448 200 dollars)

a) Envoi d'une mission en El Salvador pour prendre contact avec le Gouvernement, les autorités électorales et les partis politiques concernant le régime électoral de ce pays, dans le cadre de la mission de bons offices confiée au Secrétaire général par la résolution 637 (1989) du Conseil de sécurité, en date du 27 juillet 1989. Les dépenses engagées à ce titre ont été approuvées par le Secrétaire général en vertu du pouvoir que l'Assemblée générale lui a conféré par sa résolution 44/203 du 21 décembre 1989 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 15 300 dollars

b) Fourniture d'avis juridiques spécialisés au Représentant personnel du Secrétaire général pour le processus de paix en Amérique centrale, en vue de l'exécution de la mission de bons offices menée par le Secrétaire général en application de la résolution 637 (1989) du Conseil de sécurité, telle qu'approuvée par le Conseil dans sa résolution 654 (1990) du 4 mai 1990. Les dépenses engagées à ce titre ont été approuvées par le Secrétaire général en vertu du pouvoir que l'Assemblée générale lui a conféré par sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 70 000 dollars

c) Consultations que le Secrétaire général et son Représentant personnel ainsi que d'autres hauts fonctionnaires ont tenues à Genève avec les Ministres des affaires étrangères de la République islamique d'Iran et de l'Iraq, dans le cadre des efforts faits par le Secrétaire général pour appliquer la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité, en date du 20 juillet 1987. Les dépenses engagées à ce titre ont été approuvées par le Secrétaire général en vertu du pouvoir que l'Assemblée générale lui a conféré par sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 15 500 dollars

d) Prolongation, pour une nouvelle période de deux mois en 1990, du déploiement temporaire en Afghanistan et au Pakistan d'officiers détachés d'opérations existantes des Nations Unies, afin qu'ils prêtent leur concours à la mission de bons offices du Secrétaire général, en application de la résolution 647 (1990) du 11 janvier 1990, et dépenses connexes. Les engagements à ce titre ont été contractés en vertu du pouvoir conféré par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 et avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). De plus amples informations sont communiquées dans l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/45/L.3, publié sous la cote A/C.5/45/25 et Corr.1. Les économies qu'il est envisagé de réaliser par rapport au crédit ouvert initialement pour 1990 au titre des efforts faits par le Secrétaire général pour parvenir à un règlement politique d'ensemble en Afghanistan - qui compenseraient en partie l'augmentation des dépenses - sont indiquées ci-après dans la section B (Autres changements) 623 400 dollars

e) Redéploiement d'un petit nombre d'officiers devant servir de conseillers militaires au Représentant personnel du Secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan en vue de l'exécution des fonctions confiées au Secrétaire général par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/15 du 1er novembre 1989, et dépenses connexes. Ce redéploiement a été porté à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont fait savoir qu'ils n'avaient pas d'objection. Les engagements à ce titre ont été contractés en vertu du pouvoir conféré par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 et avec l'assentiment du CCQAB. De plus amples informations sont communiquées dans l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/45/L.3, publié sous la cote A/C.5/45/25 et Corr.1. Les économies qu'il est envisagé de réaliser par rapport au crédit ouvert initialement pour 1990 au titre des efforts faits par le Secrétaire général pour parvenir à un règlement politique d'ensemble en Afghanistan - qui compenseraient en partie l'augmentation des dépenses - sont indiquées ci-après dans la section B (Autres changements) 724 400 dollars

**Chapitre 2A. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité;
maintien de la paix (augmentation : 1 198 000 dollars)**

a) Maintien d'une présence (personnel civil) à Maseru, en consultation avec le Gouvernement du Lesotho, qui permet au Secrétaire général de se tenir au courant de tout fait nouveau intéressant l'intégrité territoriale du Lesotho, conformément à la résolution 580 (1985) du Conseil de sécurité, en date du 30 décembre 1985. Les dépenses engagées à ce titre ont été approuvées par le Secrétaire général en vertu du pouvoir que l'Assemblée générale lui a conféré par sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 96 200 dollars

b) Activités préparatoires, en application de la résolution 621 (1988) du Conseil de sécurité, pour la soumission au Conseil de sécurité de propositions en vue du règlement de la question du Sahara occidental, exigeant, entre autres choses, le concours d'un représentant spécial et de consultants entraînant des frais de voyage et dépenses opérationnelles connexes. Les dépenses engagées à ce titre ont été approuvées par le Secrétaire général en vertu du pouvoir que l'Assemblée générale lui a conféré par sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 350 000 dollars

c) Envoi d'une mission d'étude technique au Sahara occidental et dans les pays voisins, en vue de préciser les aspects administratifs du plan du Secrétaire général pour la région et de recueillir les renseignements supplémentaires nécessaires, en application de la résolution 658 (1990) du Conseil de sécurité, en date du 27 juin 1990. Les dépenses engagées à ce titre ont été approuvées par le Secrétaire général en vertu du pouvoir que l'Assemblée générale lui a conféré par sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 269 600 dollars

d) Dépenses additionnelles résultant de l'appui fonctionnel à fournir jusqu'au 30 juin 1991 aux travaux du Comité du Conseil de sécurité que le Conseil a créé par sa résolution 661 (1990) du 6 août 1990. Les dépenses engagées à ce titre pour 1990 ont été approuvées par le Secrétaire général en vertu du pouvoir que l'Assemblée générale lui a conféré par sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 355 200 dollars

e) Activités découlant de l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, comprenant des consultations par le Secrétaire général et des missions d'évaluation concernant l'effet des sanctions imposées par ladite résolution. Les dépenses engagées à ce titre ont été approuvées par le Secrétaire général en vertu du pouvoir que l'Assemblée générale lui a conféré par sa résolution 44/203 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 127 000 dollars

Chapitre 3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation (augmentation : 93 000 dollars)

Envoi d'une mission en Afrique australe pour rencontrer les principaux partis et dirigeants politiques ainsi que des organisations non gouvernementales directement intéressées par la question de l'apartheid afin de donner suite à la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe adoptée par l'Assemblée générale à sa seizième session extraordinaire (S-16/1) et conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) de la résolution 44/203 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 93 000 dollars

B. Autres changements

5. La présente section fait apparaître une diminution globale de 479 000 dollars des dépenses inscrites aux chapitres premier, 25 et 28.

Chapitre premier. Politique, direction et coordination d'ensemble (Diminution : 853 900 dollars)

Des missions spéciales, approuvées par le Secrétaire général en vertu des dispositions de la résolution 44/203 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991, concernant le maintien de la paix et de la sécurité ont entraîné des dépenses additionnelles indiquées ci-après :

a) Nomination d'un représentant personnel pour le règlement du différend entre le Guyana et le Venezuela, frais de voyage et autres dépenses connexes 85 600 dollars

b) Envoi d'une mission dirigée par un représentant personnel chargée de recueillir des précisions sur l'assistance que le Gouvernement haïtien souhaite recevoir de l'ONU à l'occasion de l'organisation d'élections libres et honnêtes qui contribueraient au maintien de la paix et de la stabilité dans la région 67 800 dollars

c) Envoi d'une mission à Tirana 20 000 dollars

Des économies sont prévues sur le crédit ouvert pour 1990 au titre des efforts faits par le Secrétaire général pour parvenir à un règlement politique d'ensemble en Afghanistan et approuvé par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session dans le contexte de l'adoption de la résolution 44/15. Ces économies compensent en partie les dépenses additionnelles indiquées plus haut découlant de l'application de décisions prises par des organes directeurs 1 027 300 dollars

Chapitre 25. Cour internationale de Justice (Augmentation : 130 000 dollars)

En application des dispositions du paragraphe 1 b) i) de la résolution 44/203 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991 et conformément au Statut de la Cour internationale de Justice, des dépenses additionnelles ont été engagées pour 1990 au titre des émoluments et des frais de voyage des juges ad hoc dans les affaires concernant a) la Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal) (30 000 dollars), b) la Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège) (40 000 dollars), et c) le Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador c. Honduras) (60 000 dollars), pour un montant total de 130 000 dollars

Chapitre 28. Administration et gestion (Augmentation : 244 900 dollars)

Mesures interorganisations liées à la sécurité, prises conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 36/235 (sect. IV) du 18 décembre 1981, et 44/203, notamment affrètement d'avions dans le cadre d'opérations d'évacuation d'urgence et de missions d'évaluation entreprises par le Coordonnateur des mesures de sécurité 244 900 dollars

C. Modifications apportées aux coûts standard

6. Cette catégorie de modifications tient à deux facteurs : l'écart entre les coûts salariaux effectifs de 1990 et ceux prévus au budget, et les effets de la révision des taux des dépenses communes de personnel. L'augmentation de 1 442 500 dollars représente la différence entre l'augmentation des dépenses communes de personnel et la diminution résultant de taux de rémunération moyens effectifs inférieurs à ceux prévus au budget :

	<u>Dollars</u>
a) Révision des taux (en pourcentage) des dépenses communes de personnel	13 669 500
b) Moins : Ajustement des taux de rémunération moyens (compte tenu des échelons moyens réels dans chaque classe)	12 227 000
Différence	<u>1 442 500</u>

7. La réduction nette d'un montant de 12 227 000 dollars correspondant à l'ajustement des taux de rémunération moyens reflète un mouvement à la baisse de l'échelon moyen dans chaque classe pour les fonctionnaires occupant des postes permanents ou temporaires dans tous les lieux d'affectation, sauf Santiago, Bagdad et Bangkok. La réduction de la masse salariale a été calculée sur la base des coûts effectifs enregistrés au cours des neuf premiers mois de 1990. Le montant révisé est inférieur d'environ 1,1 % au montant calculé sur la base des coûts standard actuels.

8. L'augmentation de 13 669 500 dollars demandée au titre des dépenses communes de personnel résulte de la révision des taux pour le présent rapport, à la lumière de l'expérience acquise. Les taux pour 1990-1991 ont été projetés sur la base des taux effectifs de 1988-1989 et des neuf premiers mois de 1990. Le taux moyen pendant l'exercice biennal 1988-1989 a été de 37,9 % et pendant les neuf premiers mois de 1990 de 40,6 %. L'augmentation enregistrée en 1990 est imputable essentiellement aux indemnités pour charges de famille, aux prestations de sécurité sociale ainsi qu'aux mutations ou cessations de service, qui sont respectivement à l'origine de relèvements de 0,6, 1,6 et 0,8 points. Ces relèvements sont toutefois compensés par diverses diminutions représentant un abaissement des taux de 0,5 point. Le tableau 5 rend compte des tendances en matière de taux des dépenses communes de personnel depuis l'exercice biennal 1988-1989. Un relèvement des taux est proposé pour 13 lieux d'affectation, un abaissement pour deux lieux d'affectation et le statu quo pour quatre lieux d'affectation. Les taux proposés par lieu d'affectation reposent sur une analyse des écarts par rapport à la moyenne

pour l'ensemble du budget ordinaire, les besoins particuliers de chaque lieu d'affectation étant pris en compte. Les relèvements proposés entraîneraient un dépassement d'environ 4,6 % par rapport aux crédits initialement ouverts pour les dépenses communes de personnel (298,3 millions de dollars).

D. Effets des variations des taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU et des taux d'inflation

9. On trouvera dans le présent rapport quatre tableaux : les tableaux 1 et 2 qui indiquent les mouvements des taux de change et des taux d'inflation depuis le début de l'exercice biennal en cours, et les tableaux 3 et 4 qui indiquent l'effet de ces variations sur les indices d'ajustement applicables aux fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures ainsi que sur les traitements des agents des services généraux.

10. Les taux d'inflation prévus au budget pour les postes de dépense autres que la rémunération du personnel ont été revus compte tenu des taux effectivement enregistrés jusqu'à présent ainsi que, lorsqu'ils ont été publiés, des taux projetés pour 1991. Les projections concernant l'inflation en 1990 et 1991 publiées dans le rapport du 18 décembre 1989 sur l'effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/44/52 et Corr.1) portaient de l'hypothèse que les taux d'inflation élevés enregistrés en 1989 baisseraient en 1990 et au-delà. Cette hypothèse devant maintenant être abandonnée, de nouveaux taux d'inflation sont recommandés pour 1990, dans le présent rapport, pour tous les lieux d'affectation. Quant aux taux projetés pour 1991, ils sont à peu près les mêmes que les taux recommandés pour 1990. Les hypothèses concernant tous les lieux d'affectation seront réexaminées au stade de l'établissement du rapport final sur l'exécution du budget.

11. Des taux différents des taux d'inflation généraux ont été retenus, pour le monde entier, pour les coûts dépendant du prix des produits pétroliers, tels que ceux des voyages par avion qui sont fonction du prix du kérosène et les frais de chauffage, énergie et eau qui sont fonction du prix du fioul. Un nombre limité d'exceptions ont aussi été retenues localement. Elles concernent le plan d'assurance maladie après la cessation de service, la location de locaux à Mexico, les centres d'information des Nations Unies à Londres et à Rome et les compléments de rémunération pour cherté de vie des membres de la Cour internationale de Justice (CIJ).

12. Sur la base de la recommandation du CCQAB (A/45/7/Add.10) sur les propositions présentées par le Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/C.5/45/44) concernant les conditions d'emploi et la rémunération des membres de la Cour internationale de Justice, un montant additionnel de 903 000 dollars est proposé pour 1991 dans le présent rapport. Ladite augmentation est considérée comme entrant dans la rubrique inflation.

13. De même, les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur les conditions d'emploi et la rémunération des membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et du Président du CCQAB (A/C.5/45/21) (104 300 dollars), telles que modifiées dans son rapport par le CCQAB (A/45/7/Add.13) ont également été prises en compte au titre de l'inflation dans le présent rapport sur l'exécution du budget.

14. L'augmentation de 106 953 400 dollars imputable aux variations des taux de change s'explique par la dépréciation du taux de change du dollar des Etats-Unis par rapport aux monnaies des lieux d'affectation situés en Europe pendant la période comprise entre décembre 1989 et décembre 1990. Des écarts de 18 à 27 % ont été observés durant cette période. Conformément à la pratique établie, les taux projetés jusqu'à la fin de 1991 sont ceux de décembre 1990. L'évolution des taux de change du dollar des Etats-Unis sera suivie pendant toute l'année 1991 et l'ajustement nécessaire des crédits ouverts pour 1990-1991 sera proposé dans le cadre du rapport final sur l'exécution du budget. Les taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU indiqués dans le tableau 1 du présent rapport sur l'exécution du budget ont été appliqués à tous les chapitres du budget-programme, à l'exception du chapitre 16 (Centre du commerce international), les différences entre les pratiques du CCI et celles de l'ONU concernant l'élaboration des budgets et les cycles de révision nécessitant l'application de taux distincts au CCI.

II. CHAPITRES DES RECETTES

Chapitre 1er. Recettes provenant des contributions du personnel (augmentation : 25 964 800 dollars)

15. L'augmentation des recettes provenant des contributions du personnel est due essentiellement à l'incorporation de 8,5 points d'ajustement au traitement de base des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui prendra effet le 1er mars 1991. Comme pour les autres dépenses de personnel, l'évolution des taux de change et l'inflation non prévue sont également des facteurs importants.

Chapitre 2. Recettes générales (augmentation : 4 878 500 dollars)

16. L'augmentation est en partie imputable à une augmentation des recettes tirées des contributions d'Etats non membres. Par ailleurs, les taux de change plus favorables du franc suisse et du schilling autrichien par rapport au dollar des Etats-Unis laissent prévoir des augmentations au titre des recettes tirées des loyers et du remboursement de services fournis aux institutions spécialisées et autres. Une augmentation des dépenses au chapitre 28H (Activités administratives financées en commun) dont une partie sera remboursée à l'ONU par les institutions spécialisées entraîne également une augmentation correspondante des prévisions de recettes.

Chapitre 3. Activités productrices de recettes (diminution : 3 258 800 dollars)

17. La diminution nette indiquée ci-dessus est imputable à une augmentation de 3 533 000 dollars des dépenses prévues au budget en raison principalement de l'évolution défavorable des taux de change et de l'inflation des coûts salariaux moins une légère augmentation des recettes brutes (274 200 dollars).

III. RECAPITULATION

18. Le tableau ci-après indique le total brut révisé des dépenses inscrites aux divers chapitres des dépenses telles qu'elles sont récapitulées dans l'annexe au présent rapport :

Dépenses

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Montant estimatif de l'augmentation (diminution)							
Ouverture de crédits initiale	Décisions d'organes directeurs	Autres change- ments	Modifi- cations apportées aux coûts standard	Taux de change	Inflation	Total	Prévisions révisées
1 974 634,0	2 739,2	(479,0)	1 442,5	106 953,4	71 328,4	181 984,5	2 156 618,5
	0,1 %	-	0,1 %	5,4 %	3,6 %	9,2 %	

RECAPITULATION DES PREVISIONS REVISEES POUR L'EXERCICE
 BIENNAL 1990-1991

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Tableau 2. <u>Chapitres des recettes</u>	Prévisions de recettes approuvées	Augmentation (diminution)	Prévisions révisées
1er. Recettes provenant des contributions du personnel ..	303 040,8	25 964,8	329 005,6
2. Recettes générales	54 524,2	4 878,5	59 402,7
3. Activités productrices de recettes	9 661,2	(3 258,8)	6 402,4
Total, prévisions de recettes	367 226,2	27 584,5	394 810,7
Pourcentage d'augmentation		<u>7,5</u>	

Tableau 3. <u>Récapitulation</u>	Crédits ouverts Prévisions approuvées	Augmentation (diminution)	Prévisions révisées
Total, prévisions de dépenses (montant brut)	1 974 634,0	181 984,5	2 156 618,5
Moins : Total, prévisions de recettes	367 226,2	27 584,5	394 810,7
Montant net des crédits nécessaires	1 607 407,8	154 400,0	1 761 807,8
Pourcentage d'augmentation		<u>9,6</u>	

Tableau I

TAUX DE CHANGE ET TAUX MOYENS D'INFLATION, PAR LIEU D'AFFECTATION

Lieu d'affectation	TAUX DE CHANGE		TAUX D'INFLATION		
	Taux présumés pour le calcul de l'ouverture de crédits initiale	Taux présumés dans le présent rapport sur l'exécution du budget	Applicables aux objets de dépenses autres que les postes pour le calcul de l'ouverture de crédits initiale		Présent rapport sur l'exécution du budget
	1990-1991	1990 a/ 1991 b/	1990-1991	(Année précédente = 100)	1990 1991
New York	-	-	-	-	-
Genève	1,61	1,40	1,27	4,9	5,6 5,4
Vienne	12,60	11,50	10,40	2,9	4,8 3,9
La Haye	2,02	1,84	1,71	2,8	3,3 3,3
Bangkok	25,90	25,63	25,20	0,8	2,4 2,4
Santiago §/	-	-	-	6,1	6,1 6,1
Mexico §/	-	-	-	8,5	10,0 10,0
Addis-Abeba	2,07	2,07	2,07	10,0	12,0 12,0
Nairobi	21,50	22,63	23,00	8,3	9,2 9,2
Bagdad	0,3	0,31	0,31	10,0	10,7 10,7
Rome	1 320,00	1 209,00	1 115,00	8,6	10,0 9,9
Kingston	6,50	7,14	7,88	5,1	6,0 6,0
Port of Spain	4,25	4,25	4,25	10,7	11,0 11,0
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, Office du secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Namibie, hors siège et centres d'information des Nations Unies §/	-	-	-	9,8	11,8 5,4

a/ Moyenne des 12 mois.

b/ Taux de décembre 1990.

§/ Effets conjugués des fluctuations des taux de change et de l'inflation.

Tableau 2
TAUX DE CHANGE

Lieu d'infec- taion	Taux présu- més pour le calcul de l'ouverture de crédits initiale pour 1990-1991	Taux présumés dans le présent rapport sur l'exécution du budget		Taux annuels pratiqués pour les opérations de l'ONU											
		1990 a/	1990 b/	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Moût	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Genève	1,61	1,40	1,27	1,53	1,49	1,49	1,49	1,46	1,41	1,41	1,36	1,30	1,30	1,30	1,27
Vienne	17,60	11,52	10,40	11,90	11,80	11,80	12,00	11,80	11,80	11,70	11,40	10,90	11,90	10,60	10,40
La Haye	2,02	1,84	1,71	1,90	1,88	1,88	1,92	1,92	1,88	1,88	1,83	1,75	1,77	1,71	1,71
Bangkok	25,90	25,63	25,20	25,60	25,60	25,60	25,90	25,90	25,90	25,80	25,80	25,80	25,20	25,20	25,20
Santiago c/				295,00	295,00	295,00	295,00	295,00	295,00	295,00	295,00	300,00	305,00	313,00	313,00
Mexico c/				2 700,00	2 700,00	2 700,00	2 800,00	2 800,00	2 800,00	2 880,00	2 880,00	2 880,00	2 930,00	2 930,00	2 930,00
Addis-Abeba	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07	2,07
Nairobi	21,50	22,63	23,00	21,70	21,70	21,70	22,50	23,00	23,00	23,00	23,00	23,00	23,00	23,00	23,00
Raplad	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
Rome	1 320,00	1 209,00	1 115,00	1 290,00	1 255,00	1 255,00	1 265,00	1 240,00	1 225,00	1 225,00	1 190,00	1 150,00	1 165,00	1 135,00	1 115,00
Kinshasa	6,50	7,14	7,88	6,50	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,40	7,88	7,88
Port of Spain	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25

a/ Moyenne des taux effectivement pratiqués pendant 12 mois.

b/ Taux au 1er décembre.

c/ Les effets conjugués des fluctuations des taux de change et de l'inflation locale sont représentés par un ajustement pour inflation.

Tableau 3

INDICES D'AJUSTEMENT DES INDOUITES DE POSTE

(Base 100 et multiplicateurs)

APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES DE LA CATEGORIE DES ADMINISTRATEURS ET DES CATEGORIES SUPERIEURES a/

Lieu d'affectation	Ouverture de crédits initiale 1990	1991	Indices présumés dans le présent rapport sur l'exécution du Budget 1990 b/ 1991 c/	Indices mensuels effectifs											
				Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
New York	166,8	174,4	154,0	159,4	170,0	171,0	172,0	172,0	175,0	176,0	152,0	153,0	154,0	154,0	146,8
Génève	238,7	233,8	203,3	215,1	207,0	213,0	213,0	215,0	222,0	229,0	192,0	198,0	204,0	204,0	212,8
Vienne	193,4	197,8	171,7	186,4	183,0	184,0	185,0	181,0	188,0	190,0	163,0	166,0	171,0	172,0	182,4
La Haye	186,8	188,7	155,1	163,3	164,0	166,0	167,0	165,0	167,0	170,0	147,0	150,0	156,0	160,0	161,4
Bangkok	126,1	131,9	116,2	123,1	120,0	120,0	120,0	120,0	123,0	124,0	112,0	114,0	115,0	117,0	119,4
Santiago	121,2	131,4	104,7	108,6	102,0	104,0	106,0	106,0	109,0	110,0	102,0	104,0	104,0	107,0	104,0
Mexico	129,5	142,5	113,2	122,5	114,0	117,0	121,0	121,0	121,0	122,0	109,0	111,0	113,0	113,0	118,0
Addis-Abeba	150,3	160,5	136,4	146,4	143,0	147,0	147,0	147,0	152,0	152,0	133,0	133,0	136,0	137,0	147,4
Nairobi	130,8	142,0	105,7	115,0	108,0	109,0	110,0	109,0	110,0	111,0	103,0	103,0	103,0	110,0	110,4
Bagdad	226,9	245,0	193,3	202,5	214,0	216,0	218,0	220,0	226,0	227,0	190,0	191,0	191,0	194,0	198,0
Rome	180,4	189,4	165,2	177,4	165,0	174,0	175,0	175,0	180,0	183,0	157,0	161,0	164,0	166,0	174,1
Kingston	133,2	146,6	98,4	103,2	101,0	97,0	98,0	102,0	104,0	105,0	95,0	99,0	100,0	97,0	98,7
Port of Spain	148,9	157,1	125,7	133,8	130,0	132,0	133,0	134,0	137,0	136,0	124,0	123,0	125,0	126,0	124,1

a/ Pour le présent rapport, le mois de juillet 1990 est considéré comme mois de référence.

b/ Moyenne des 12 mois.

c/ Projection établie sur la seule base de l'inflation en 1991.

Tableau 4

TRAITEMENTS DES AGENTS DES SERVICES GENERAUX

Augmentations en monnaie locale

(Pourcentages)

Lieu d'affectation	Ouverture de		Présent rapport sur		Augmentation	
	<u>crédits initiale</u>		<u>l'exécution du budget</u>		<u>(Barème précédent = 100)</u>	
		(Année précédente = 100)				
New York	1989	4,2	1,2	1er octobre	4,9	
	1990	4,5	5,7	1er septembre	5,9	
	1991	4,5	5,2			
Genève	1989	1,9	1,9	1er janvier	1,8	
	1990	2,2	2,7	1er avril	3,6	
	1991	2,2	3,1			
Vienne	1989	2,4	2,1	1er janvier	2,1	
	1990	2,3	3,3	1er mars	3,6	
	1991	2,3	3,2			
La Haye	1989	2,0	5,0	1er juillet	10,5	
	1990	1,0	4,8			
	1991	1,0	0,5			
Bangkok	1989	2,5	5,4	1er janvier	5,4	
	1990	4,6	5,0			
	1991	4,6	5,0			
Santiago	1989	6,4	6,9	1er janvier	5,9	
	1990	8,5	19,2	1er janvier	12,3	
	1991	8,5	14,7	1er juillet	12,2	
Mexico	1989	10,0	10,0	1er janvier	26,7	
	1990	10,0	15,5	1er janvier	15,5	
	1991	10,0	10,0			
Addis-Abeba	1989	4,0	4,0	1er juillet	4,0	
	1990	6,8	3,9	1er janvier	3,9	
	1991	6,8	6,9			
Nairobi	1989	6,1	6,1	1er juillet	6,0	
	1990 h/	8,5	21,2	1er juillet	28,1	
	1991	8,5	13,8			

Tableau 4 (suite)

Lieu d'affectation	Ouverture de		Présent rapport sur		Augmentation	
		<u>crédits initiale</u>		<u>l'exécution du budget</u>		<u>(Barème précédent = 100)</u>
		(Année précédente = 100)				
Bagdad	1989	6,0		9,2	1er janvier	9,2
	1990	8,0		8,0		
	1991	8,0		8,0		
Rome	1989	8,6		4,3	1er janvier	4,3
	1990	5,0		3,4	1er juin	5,9
	1991	5,0		5,1		
Kingston	1989	15,0		5,6	1er avril	7,4
	1990	10,0		21,2	1er avril	27,5
	1991	10,0		13,8		
Port of Spain	1989	5,0		5,0	1er janvier	5,0
	1990	5,5		4,2		
	1991	5,5		4,0		

a/ Compte tenu du fait que le barème ne comprend plus cinq classes mais sept.

b/ Moyenne de l'augmentation prévue s'échelonnant entre 28 % et 33 % suivant les classes.

Tableau 5

TAUX (EN POURCENTAGE) DES DEPENSES COMMUNES DE PERSONNEL

Lieu d'affectation	Taux effectifs de 1988-1989	Taux prévus au budget		Taux prévus dans dans le présent rapport sur l'exécution du budget 1990-1991
		Ouverture de crédits initiale 1990-1991	Taux enre- gistrés jusqu'au 30 sept. 1990	
New York	38,5	36,3	40,5	38,5
Genève	31,0	30,5	33,0	31,0
Vienne	34,8	34,9	37,5	34,9
La Haye	33,3	26,7	37,1	33,3
Bangkok	47,0	47,9	52,9	49,9
Santiago	41,5	42,0	49,8	47,9
Mexico	48,4	49,6	57,8	52,8
Addis-Abeba	57,3	57,2	62,4	57,2
Nairobi	53,7	53,5	67,4	62,6
Bagdad	50,5	47,5	43,6	47,5
Rome	58,3	37,5	31,0	31,0
Kingston	51,5	50,3	58,9	58,0
Port of Spain	35,2	34,4	36,8	35,8
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	63,7	71,3	63,7	63,0
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	93,0	78,5	93,1	91,0
Division des missions	123,0	85,4	177,5	137,5
Centres d'information des Nations Unies	41,8	42,9	44,7	42,9
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	59,0	57,7	63,9	63,9
Namibie, bureaux	85,0	59,5	87,5	87,5

Annexe I

**A. RECAPITULATION DES PREVISIONS REVERSES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991,
PAR CATEGORIES ET PAR PRINCIPAL FACTEUR D'ACCROISSEMENT OU DE DIMINUTION**

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Tableau 1. Categories des dépenses	Impact potentiel des dépenses additionnelles ou des diminutions						Prévisions révisées (1991) (8)
	Ouverture de crédits initiale 1990-1991 (1)	Modifications des dépenses d'urgence directeurs (2)	Autres changements (3)	Modifications apportées aux coûts standard (4)	Taux de change (5)	Inflation (6)	
						Total des dépenses additionnelles ou des diminutions (2+3+4+5+6) (7)	
1. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION							
1.1. D'ENSEMBLE	59 705,0	1 400,2	(853,9)	677,6	1 340,4	1 400,7	4 112,0
2. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL							
2.1. DE SECURITE, PAIX ET DE LA PAIX	90 009,3	1 190,0	-	(492,5)	1 506,0	1 465,0	3 757,3
2.2. AFFAIRES DE DESENGAGEMENT	11 104,5	-	-	141,7	317,3	283,0	742,0
2.3. BUREAU DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL POUR LE DROIT DE LA MER	0 196,9	-	-	99,0	(248,7)	336,5	107,6
3. AFFAIRES POLITIQUES, TOUTE ET REVOLUTIONNAIRE	35 900,2	93,0	-	652,7	6,7	457,7	1 710,1
4. ORGANES DIRECTEURS (ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES)	2 103,1	-	-	-	76,4	152,5	220,9
5. BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL AU DEVELOPPEMENT ET A LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE	0 670,0	-	-	93,0	-	90,0	192,6
5.1. COMMISSIONS REGIONALES (BUREAU DE NEW YORK)	055,3	-	-	16,7	-	10,8	35,5
6. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES INTERNATIONALES	04 016,0	-	-	075,0	149,5	120,6	2 285,1
7. DEPARTEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT	23 053,2	-	-	224,5	446,3	601,0	1 271,8
8. QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL A L'ECHELLE REGIONALE	9 905,7	-	-	103,0	1 416,0	187,9	1 707,7
9. SOCIETES TRANSNATIONALES	10 919,2	-	-	203,9	76,0	296,9	575,0
10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE	33 009,3	-	-	(6,6)	6 425,5	(76,4)	6 342,5
11. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE	39 701,4	-	-	974,6	670,0	320,2	1 900,0
12. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIRES	09 010,7	-	-	4 323,1	-	3 007,6	0 220,7
13. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	57 725,7	-	-	(2 196,3)	-	1 360,1	(836,2)

Montant estimatif des dépenses additionnelles ou des distributions

Annexe 1. Les dépenses affectées au développement									
Tableau 1. Chapitres des dépenses									
	Ouverture de crédits initiale 1990-1991 (1)	Allocations d'urgence d'urgence (2)	Autres changement (3)	Modifications apportées aux coûts standard (4)	Taux de change (5)	Inflation (6)	Prévisions révisées (2346+5+6) (7)	Prévisions révisées (1+7) (8)	Total des dépenses ajoutées ou diminuées (2346+5+6) (7)
14. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE	38 595,4	-	-	1 667,0	-	3 044,9	4 681,9	43 277,3	
15. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT	73 187,6	-	-	33,6	14 152,3	284,6	14 470,5	87 578,1	
16. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL	15 400,0	-	-	-	1 454,9	-	1 454,9	16 855,7	
17. CENTRE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT	4 206,0	-	-	70,4	-	130,1	208,5	4 507,1	
18. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT	11 195,6	-	-	283,3	(141,0)	324,1	466,4	11 662,0	
19. CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMANES (habitat)	9 937,0	-	-	32,5	(124,0)	384,1	292,6	10 210,4	
20. CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES	8 133,6	-	-	80,1	1 189,6	243,3	1 513,0	9 846,6	
21. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	34 180,1	-	-	(74,1)	6 770,2	(80,1)	6 616,0	40 786,1	
22. BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE	6 481,2	-	-	3,4	1 095,3	26,6	1 125,3	7 606,5	
23. DROITS DE L'HOMME	16 105,7	-	-	33,1	3 050,6	414,2	3 497,9	19 603,6	
24. PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE	36 163,2	-	-	-	434,5	1 020,4	1 454,9	37 618,1	
25. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	13 333,0	-	130,0	(1 101,0)	1 213,6	749,6	992,2	14 325,2	
26. ACTIVITES JURIDIQUES	10 764,5	-	-	214,5	614,1	585,0	1 413,6	20 180,1	
27. INFORMATION	87 225,4	-	-	557,1	1 129,5	3 243,0	4 930,5	92 155,9	
28. ADMINISTRATION ET GESTION	397 750,5	-	244,9	6 264,3	22 924,9	11 207,6	40 641,7	418 401,2	
29. SERVICES DE CONFERENCE ET BIBLIOTHEQUES	352 777,6	-	-	4 048,0	27 549,7	6 180,0	37 806,5	390 584,1	
31. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL	290 390,4	-	-	(16 362,3)	11 489,4	10 472,4	25 599,5	321 869,9	
32. TRAVAIL DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET AMELIORATION DES LOGIS ET DES TRAVAIL D'ENTRETIEN	70 530,7	-	-	-	1 841,4	451,2	2 102,6	72 633,3	
TOTAL, prévisions de dépenses (montant brut)	1 970 634,0	2 739,2	(1079,40)	1 442,5	106 953,4	71 328,4	181 984,5	2 156 618,5	

B. RECAPITULATION DES MODIFICATIONS APPORTÉES POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 1990-1991, PAR LIEU D'AFFECTATION ET PAR PRINCIPAL FACTEUR D'AMORTISSEMENT OU DE DIMINUTION

(En millions de dollars des États-Unis)

Lieu d'affectation	Ouverture de crédits initiale 1990-1991 (1)	Réductions d'organes directeurs (2)	Autres changements (3)	Modifications apportées aux coûts standard (4)	Taux de change (5)	Inflation (6)	Montant estimatif des dépenses additionnelles ou des diminutions	
							Total des dépenses additionnelles ou des diminutions (2+3+4+5+6) (7)	Prévisions révisées (1+7) (8)
New York	900 236,9	1 016,5	618,3	7 067,4	-	34 949,5	43 641,7	952 000,6
Général	510 622,5	-	(800,2)	(7 631,6)	91 046,5	12 765,9	96 130,4	610 754,9
Vienne	90 357,4	-	-	708,1	13 056,1	3 697,9	17 455,1	115 012,5
Santiago	52 051,0	-	-	4 040,5	-	5 629,7	9 679,2	61 731,0
Addis-Abeba	104 796,5	-	-	(2 901,7)	-	2 021,6	(880,1)	103 916,4
Rapport	51 000,0	-	-	1 620,9	-	4 515,0	6 136,7	57 502,6
Nairobi	26 306,0	-	-	(89,4)	(1 079,3)	1 299,1	130,4	26 437,2
Bandjari	70 990,9	-	-	739,7	1 195,9	1 151,7	3 087,3	74 078,2
Autres lieux d'affectation	163 074,3	1 320,7	(40,1)	(2 110,2)	1 934,2	5 297,2	6 306,8	150 263,1
Total	1 974 634,0	2 739,2	(679,0)	1 642,5	106 953,4	71 320,4	181 904,5	2 156 610,5

Annexe II
A. VENTILATION DU MONTANT ESTIMATIF DES DEPENSES ADDITIONNELLES OU DES DIMINUTIONS,
PAR CHAPITRE ET PAR PRINCIPAL OBJET DE DEPENSES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Pourvitures et accessoires, mobiliier et matériel	Augmentation (diminution) totale
1er. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE	3 801,3	816,7	11,0	28,3	(664,5)	87,1	32,1
2A. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE REUNITE; MAINTIEN DE LA PAIX	2 360,8	778,9	8,6	100,6	436,1	69,9	2,4
2B. AFFAIRES DE DEBARQUEMENT	651,7	72,5	2,5	-	0,8	1,0	9,3
2C. RUPEAU DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL POUR LE DROIT DE LA MER	278,0	(75,0)	0,9	-	(9,5)	(6,7)	-
3. AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION	1 087,3	566,1	0,3	6,7	27,4	7,3	15,0
4. ORGANES DIRECTEURS (ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES)	43,2	183,5	1,3	-	0,9	-	-
5A. BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL AU DEVELOPPEMENT ET A LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE	159,4	32,1	-	-	0,6	0,5	-
5B. COMMISSIONS REGIONALES (BUREAU DE NEW YORK)	32,0	2,9	-	-	0,4	0,2	-
6A. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES INTERNATIONALES	2 234,6	31,3	6,9	0,5	7,8	4,0	-
7. DEPARTEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT	1 248,9	21,9	0,9	-	0,1	-	-
8. QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL A L'ECHELLE MONDIALE	1 553,9	120,6	29,9	-	0,1	3,2	-
9. SOCIÉTÉ TRANSNATIONALES	535,2	38,6	1,0	-	1,4	0,6	-
10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE	6 044,5	115,4	62,7	-	36,4	83,5	-
11. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE	1 760,3	61,7	4,4	0,5	131,8	22,1	-
12. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIRES	7 797,9	43,2	3,1	9,0	334,3	32,7	0,5
13. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	(1 183,2)	37,9	6,2	5,5	180,4	117,0	-
14. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE	4 598,6	8,1	0,9	3,8	51,5	18,1	0,9

Chapitre des dépenses	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais général de fonc- tionnement	Fournitures et accessoires, mobilier et matériel	Divers	Augmentation (diminution) totale
15. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT	12 543,4	656,7	151,9	-	632,6	485,9	-	14 470,5
16. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL	-	-	-	-	-	-	1 454,9	1 454,9
17. CENTRE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT	162,2	45,0	0,6	0,3	0,1	0,1	-	208,5
18. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT	455,4	56,7	30,8	(4,3)	(28,7)	(23,5)	-	468,4
19. CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (habitat)	328,6	(132,1)	(4,8)	-	(18,2)	(7,9)	-	292,6
20. CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES	1 188,2	241,5	49,3	-	3,1	31,9	-	1 513,0
21. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS	6 416,0	-	-	-	-	-	-	6 416,0
22. BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE ...	963,5	117,8	-	-	31,6	12,4	-	1 125,3
23. DROITS DE L'HOMME	2 488,7	881,7	55,6	2,0	55,7	18,2	-	3 497,9
24. PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE	833,9	292,2	-	-	1,9	1,3	325,8	1 454,9
25. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	1 153,8	25,3	67,8	(510,6)	202,9	53,0	-	992,2
26. ACTIVITÉS JURIDIQUES	865,2	480,8	58,0	-	1,5	5,3	2,8	1 413,6
27. INFORMATION	4 340,1	158,5	2,1	131,5	171,5	124,2	2,6	4 930,5
28. ADMINISTRATION ET GESTION	27 128,6	443,2	2,8	114,0	9 669,2	905,7	2 378,2	40 641,7
29. SERVICES DE CONFÉRENCE ET BIBLIOTHÈQUES	34 903,7	27,8	0,4	230,1	254,7	1 537,2	852,6	37 806,5
31. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL	25 599,5	-	-	-	-	-	-	25 599,5
32. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET AMÉLIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN	-	-	-	-	-	-	2 302,6	2 302,6
TOTAL, prévisions de dépenses (montant brut)	152 575,2	6 275,5	534,1	117,9	11 522,0	3 580,1	7 379,7	181 984,5

Annexe II (suite)

B. VENTILATION DU MONTANT ESTIMATIF DES DEPENSES ADDITIONNELLES OU DES DIMINUTIONS, PAR LIEU D'AFFECTATION ET PAR PRINCIPAL OBJET DE DEPENSES

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Lieu d'affectation	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures et accessoires, mobilier et matériel	Divers	Augmentation (diminution) totale
New York	38 023,7	2 446,1	63,2	363,4	2 442,5	220,6	43 849,7
Genève	79 400,0	2 521,1	270,2	237,9	5 791,7	5 140,4	96 132,4
Vienne	13 091,2	577,7	124,2	11,9	1 872,6	1 508,2	17 455,1
Santiago	9 402,5	57,2	2,5	0,3	93,2	11,0	9 679,2
Addis-Abeba	(1 295,9)	49,8	6,2	5,5	100,4	55,4	(880,1)
Bagdad	6 030,1	20,2	0,9	3,8	59,2	9,1	6 141,7
Nairobi	230,2	(26,9)	(5,9)	(4,3)	(20,2)	(16,8)	130,4
Bangkok	2 301,1	100,6	4,4	0,5	132,4	436,9	3 007,3
Autres lieux d'affectation	5 136,3	520,7	60,4	(509,1)	970,2	187,4	6 308,8
Total	152 575,2	6 275,5	534,1	117,9	11 522,0	7 379,7	181 904,5